

suffi et que, s'il constatait le besoin d'un personnel plus nombreux ou d'une réorganisation du service, il me le ferait savoir.

L'hon. M. PUGSLEY: Des personnes, bien placées pour être exactement renseignées, m'ont dit que depuis plusieurs années l'absence de Canadiens se faisait sentir dans le personnel du haut commissaire à Londres. Ces mêmes personnes insistaient fortement pour avoir parmi les fonctionnaires de ce bureau, des Canadiens d'une expérience et d'une habileté reconnue. Des plaintes de cette nature se sont fait entendre sous le régime de lord Strathcona et elles se font entendre encore aujourd'hui. Si le très honorable premier ministre demandait aux représentants des provinces à Londres ce qu'ils pensent du personnel du bureau du haut commissaire canadien à Londres, je suis certain qu'on lui dirait qu'il est loin de donner satisfaction.

À mon sens, le grand défaut paraît être que, depuis nombre d'années, ce bureau est plutôt considéré comme un bureau diplomatique et que ceux qui sont chargés de ce service se regardent comme des personnages étrangers et supérieurs aux Canadiens ordinaires. Il y a à peine quelques semaines, j'entendais un homme de grand mérite, qui a représenté une province canadienne à Londres, formuler cette opinion, et je l'avais déjà entendu formuler par d'autres, il y a quelques années.

Il devrait y avoir plus d'esprit canadien au bureau du haut commissaire. Malgré ses grandes aptitudes pour les affaires, le haut commissaire, occupant le poste élevé qu'il occupe—poste qui, je le répète, est surtout diplomatique—n'est pas censé prêter aux questions commerciales la même attention que des spécialistes y apporteraient.

Mon très honorable ami déclare que, si la correspondance était publiée, on verrait qu'il a vigoureusement protesté auprès des fonctionnaires du gouvernement anglais au sujet des commandes à donner au Canada. Le seul fait qu'il a jugé nécessaire de protester prouve que le bureau du haut commissaire mérite d'être blâmé. Pourquoi mon très honorable ami a-t-il jugé nécessaire de protester énergiquement contre le traitement dont le Canada était l'objet relativement aux commandes de guerre. Les fonctionnaires du bureau du haut commissaire auraient dû s'occuper de cela. Ils auraient dû avoir des rapports quotidiens avec ceux qui plaçaient les commandes, apprendre aux fonctionnaires du gouvernement anglais que les manufacturiers du Canada étaient prêts à fabriquer tous

les articles d'équipement des soldats, tout aussi bien que les manufacturiers des États-Unis.

Le ministre de la Milice a dit qu'au commencement de la guerre les fonctionnaires du gouvernement anglais étaient convaincus qu'on ne pouvait pas fabriquer des obus au Canada. Quelle est la raison de cette ignorance des capacités des manufacturiers canadiens? Les employés du bureau du haut commissaire ne devraient-ils pas leur apprendre que nos manufacturiers pouvaient fabriquer des obus? Pourquoi a-t-il fallu que le ministre de la Milice câblât en Angleterre qu'ils étaient en mesure d'en fabriquer. Ainsi du reste. Pourquoi les fonctionnaires de la Grande-Bretagne ont-ils cru, jusqu'à ces derniers mois, que le Canada ne pouvait pas fabriquer des fusées? De fortes commandes pour la fabrication de fusées ont été placées aux États-Unis; je crois que ces fusées n'ont pas encore été livrées au gouvernement anglais. Pourquoi n'a-t-on pas appris à ses fonctionnaires que ces fusées pouvaient se fabriquer au Canada aussi bien qu'aux États-Unis, et pourquoi ces millions de dollars n'ont-ils pas été distribués parmi la population canadienne plutôt que parmi la population américaine? Pourquoi M. Flavelle, président de la commission des obus, a-t-il dû, après dix-huit mois, prendre les premières mesures pour la fabrication des fusées au Canada, puisque chacun sait que nos industriels ont l'habileté, l'esprit d'entreprise, les capitaux, l'occasion d'établir des fabriques qui leur permettraient de faire ce travail tout aussi bien que les industriels américains?

Mon honorable ami a de justes motifs de se plaindre comme il l'a fait dans l'intérêt du peuple canadien. Si nous avions mis dans le bureau du haut commissaire, non des Anglais qui connaissent peu de choses du Canada et de ses ressources comparative-ment à ce qu'en connaissent les habitants de ce pays, mais des spécialistes canadiens qui produiraient des renseignements sur ces questions et qui seraient en contact quotidien avec les employés du ministère de la guerre, le Canada obtiendrait de bien meilleurs résultats et des commandes beaucoup plus fortes seraient placées au pays. Il n'est pas trop tard, il va sans dire, pour remédier au mal, et j'espère qu'à l'avenir on prendra des mesures dans le sens indiqué par le représentant de Pictou.

L'hon. M. OLIVER: Je désire faire observer que, en ce qui a trait à la fabrication des fournitures de guerre, dans la ville d'Edmonton, la situation n'est pas aussi bonne aujourd'hui qu'elle l'était il y a six mois.